CHRISTOPHE GIRARD

LE PETIT LIVRE ROUGE DE LA CULTURE

PROPOSITIONS POUR UNE RÉPUBLIQUE CULTURELLE

Flammarion

Extrait de la publication

Après dix ans de gouvernance conservatrice, qui ont fait de la France un pays divisé, la gauche a le devoir de gagner en mai 2012. Pour réconcilier les Français, leur redonner fierté et sens du projet collectif.

Donnons la priorité à l'éducation, au logement, à la justice fiscale et sociale, à la jeunesse, à l'environnement, à la moralisation de la vie politique, à la réforme du fonctionnement des marchés financiers, mais n'oublions pas de construire des « galeries vers le ciel » comme le disait Aragon.

La culture fait partie intégrante de notre identité et de notre histoire, elle fédère et rassemble les citoyens, contribue à donner à la France sa place spécifique en Europe et dans le monde. Vecteur d'épanouissement individuel autant que de valeurs collectives, elle est le socle de notre République.

Parce que nous traversons une crise économique et morale profonde, il me semble indispensable de défendre une politique culturelle audacieuse et réformatrice, en phase avec son temps, ouverte à tous les citoyens. C'est l'objet de ce *Petit livre rouge de la culture*.

CHRISTOPHE GIRARD, adjoint au maire de Paris Bertrand Delanoë depuis 2001, en charge de la Culture, conseiller régional d'Île-de-France, est notamment l'initiateur de Nuit blanche. Il a déjà publié *La Défaillance des Pudeurs*, au Seuil, et *Père comme les autres* chez Hachette.

Flammarion

12-1 N Création Studio Flammarion Livre rouge © Andy Crawford / Dorling Kindersley / Getty Images

Extrait de la publication

Le petit livre rouge de la culture

Du même auteur

La Défaillance des pudeurs, Éditions du Seuil, 2006.
Père comme les autres, Hachette Littérature, 2006.

Extrait de la publication

Christophe Girard

Le petit livre rouge de la culture

Propositions pour une République culturelle

Flammarion

Extrait de la publication

© Flammarion, 2012.
ISBN : 978-2-0812-7738-0

Extrait de la publication

« Former les hommes, ce n'est pas remplir un vase, c'est allumer un feu. »

Aristophane

Extrait de la publication

Extrait de la publication

À mes fils, David et Félix,
Pour qu'ils militent, agissent et résistent
face à l'appauvrissement
et la marchandisation de la culture

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Pour une République culturelle

« La culture est le début et la fin de tout développement » a dit Senghor.

Je souhaite qu'avec l'arrivée du prochain président de la République et l'élection d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale en 2012, la culture revienne au centre du débat politique.

L'histoire de notre pays s'est construite avec les artistes. Mais, face à une droite plus encline au divertissement culturel, aux coups médiatiques et aux conservatismes, la gauche a le devoir d'aller à l'encontre du courant dominant – la seule loi du marché – et de se réapproprier la culture comme enjeu de civilisation.

Je plaide pour un nouveau pacte culturel. Face à une situation de crise économique, sociale et morale, de repli identitaire et de

tentations populistes, je forme le vœu que la gauche élue sache affronter les difficultés que traverse notre pays pour mener une politique où la culture s'affirmera comme un vecteur d'émancipation, d'égalité et de valeurs collectives. En un mot, le socle de notre République.

La culture n'est ni un privilège ni un supplément d'âme. Elle ne se réduit pas au loisir ou au divertissement. Elle constitue certes un levier économique, social et éducatif, mais elle est surtout indispensable à notre intelligence, a fortiori en pleine période de crise économique et de perte de repères. Les Français sont inquiets pour leur emploi, leur pouvoir d'achat, inquiets face à la dégradation de l'environnement, inquiets pour l'avenir de leurs enfants. Il est temps que la gauche, une fois arrivée au pouvoir, mette en place à l'échelle nationale une politique culturelle du XXIe siècle, comme elle l'a déjà entrepris dans les collectivités locales qu'elle dirige. Une politique généreuse, en phase avec son temps, ouverte à tous les citoyens.

L'enjeu fondamental est de construire une démocratie culturelle, plus qu'une démocratisation culturelle, souvent galvaudée ; d'inventer

de nouvelles relations entre l'art et la société ; de resserrer les liens entre artistes, citoyens et territoires ; de faire participer une plus large partie de la population aux processus de création artistique. Cela suppose que l'éducation joue à plein son rôle de transmission et d'éveil à l'art. Cela passe aussi par un prolongement de la culture hors des murs des institutions qui lui sont dédiées, dans l'espace public, au plus près du citoyen. Je rêve que, dès demain, grâce aux nouvelles technologies, chacun ait accès à toutes les formes de la création. Que chacun puisse aussi, dans des lieux adaptés, développer ses propres talents artistiques dans les meilleures conditions. Les artistes sont rares et précieux, il est essentiel de les accompagner dans leur travail, mais la gauche au pouvoir devra, dans un même mouvement, favoriser les pratiques culturelles de tout amateur – dans son sens initial : celui qui aime l'art. En tant qu'élu de terrain, j'ai pu constater la vitalité que ces expressions artistiques apportent à la collectivité.

Génératrice d'épanouissement individuel autant que de valeurs communes, la culture peut être un des piliers de rassemblement des Français, un facteur d'humanité, d'espoir et

Extrait de la publication

de dignité. La culture peut recréer la rencontre, le partage, dans ces époques où la tentation du repli sur soi, de la crispation communautaire grandit. Les lieux de culture et d'échanges sont autant d'occasions de faire émerger ce qui fédère, épanouit et rassemble. La politique culturelle de demain devra allier excellence artistique et proximité.

En 2012, nous aurons besoin d'un président et d'une majorité qui réconcilieront les Français, leur redonneront confiance et fierté. Le « réenchantement du rêve français », comme le déclare François Hollande, passera par une politique culturelle forte et audacieuse, s'appuyant sur un budget à la hauteur de l'enjeu, c'est-à-dire maîtrisé dans une logique de bonne gestion. À droite, mais parfois malheureusement aussi à gauche, on entend dire que la culture coûte cher. Cette absence de vision politique a déjà fait des ravages dans des pays frontaliers. Je souhaite que les forces culturelles sachent se regrouper et faire pression sur les partis qui composeront la nouvelle équipe pour leur faire comprendre l'urgence de la situation. Nous vivons un moment clé dans l'évolution culturelle du pays. Il n'y a pas d'alternative possible. Quel

serait le coût de l'ignorance ? Quel serait le coût de l'appauvrissement intellectuel et de l'acculturation générale ? La gauche n'a pas le droit à l'erreur. Elle doit se fixer des objectifs clairs pour la politique culturelle publique qu'elle entend mener dès 2012.

Le budget du ministère de la Culture serait actuellement de 7,4 milliards d'euros, soit à peine 1 % du budget de l'État. Mais il est difficile de s'appuyer sur les annonces budgétaires gouvernementales, tant les jeux d'écritures, les tours de passe-passe et les réaffectations de postes peuvent masquer une réalité moins brillante. Sait-on que le chiffre d'affaires consolidé du groupe TF1 s'élevait en 2010 à 2,6 milliards d'euros, soit plus du tiers du budget de la culture ? Sait-on que le programme Rafale coûte cinq fois le budget de la culture, soit 40 milliards d'euros pour 286 avions ? La gauche devra faire preuve de détermination et assumer des choix budgétaires clairs et réformistes. Elle devra se fixer des priorités, se redonner des marges de manœuvre pour accompagner l'émergence de nouvelles formes de culture, soutenir les secteurs faiblement aidés mais en plein essor, comme la marionnette, les musiques populaires, les arts de la rue,

les formes artistiques pluridisciplinaires, le cirque et les arts numériques.

Au-delà de la question du budget français de la culture se pose aussi celle du budget européen. Si la France veut tenir son rôle moteur et historique dans le champ culturel, il lui faudra peser dans les discussions budgétaires au Conseil et au Parlement européens, en prônant l'application à l'échelle communautaire du 1 % culturel. Cette lutte est difficile, car la loi du marché domine déjà l'Europe de la culture, au bénéfice des multinationales du divertissement et des télécommunications. Comment pourrait-il en être autrement ? Avec 1,3 milliard d'euros, la part du budget européen consacrée à la culture est extrêmement faible. Elle ne représente que 0,1 % du budget général. La France devra abandonner l'arrogance incarnée par le président de la République depuis 2007 afin de coopérer avec ses partenaires européens. Elle peut nouer des alliances, cofinancer des projets innovants, poser les bases d'un nouveau pacte culturel européen avec les partenaires les plus en pointe. Ce premier cercle cherchera ensuite à convaincre les autres pays de consacrer une part croissante du budget européen à la

Extrait de la publication

culture. Nous avons ici l'occasion historique de tracer une ligne d'union et de rassemblement pour aboutir à l'affirmation d'une identité européenne multiple.

Enfin, faut-il le rappeler, la culture est également un formidable levier économique vecteur de croissance et d'attractivité internationale. Les projets culturels peuvent redynamiser des territoires, constituer des gisements d'emplois et de nouveaux champs d'investissement pour les entreprises. Avec le Louvre-Lens, au cœur de l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, un territoire fortement marqué par la crise industrielle et sociale va se transformer en un pôle culturel pour l'ensemble de la région, facteur de développement urbain et économique. Cette dynamique a d'ores et déjà réussi avec le centre Pompidou-Metz, dont les retombées économiques ont été chiffrées, en mai 2010, par la chambre de commerce et d'industrie de la Moselle à 70 millions d'euros. Quant à la fréquentation touristique de Metz, elle a augmenté de 60 % en un an. Les études d'impact réalisées en France ou en Europe indiquent toutes que l'investissement culturel génère des revenus multipliés, qu'il s'agisse d'un équipement culturel ou

Extrait de la publication

d'un festival. Le festival d'Avignon permet, par exemple, 23 millions d'euros de retombées en moyenne pour l'économie de la ville. Le festival de la BD permet d'injecter directement ou indirectement 10 millions d'euros dans l'économie d'Angoulême chaque année. La Biennale de la danse de Lyon rapporte environ 15 millions d'euros à l'économie de la Région. En 2010, cette manifestation a attiré 95 000 spectateurs, a généré 10 300 repas, 5 100 nuitées et l'appel à 473 fournisseurs pour l'ensemble des prestations. Il y a aujourd'hui en France plus d'emplois culturels (935 000 environ, dont 77 % de salariés) que d'emplois dans le secteur automobile (800 000 environ), sans compter les emplois indirects générés. Le potentiel de développement économique par la culture est encore immense. Ce cercle vertueux n'est possible que si nous réussissons à bâtir un nouveau pacte entre l'État et les collectivités territoriales.

Si la décentralisation a fait progresser la diffusion de la culture en France et permis aux collectivités de gagner en autonomie et en pouvoir d'initiative, la récente réforme territoriale et celle de la fiscalité locale ont profondément mis à mal ce précieux héritage. Avec le désengagement progressif de l'État et les

Extrait de la publication

transferts de compétences partiellement compensés, le financement de nombreux projets devient aujourd'hui périlleux, voire impossible. Redéfinissons la place de la culture dans l'aménagement du territoire. Il est indispensable de reconnaître et d'inscrire dans la loi le rôle fondamental des collectivités territoriales dans la vie culturelle, car elles contribuent aux deux tiers du financement de la culture en France. La loi de réforme des collectivités territoriales prévoyait initialement la suppression de la clause générale de compétence (clause qui permet une intervention des collectivités dans tous les domaines d'intérêt public, dont la culture), provoquant un tollé général. Si cette clause a finalement été préservée, la faiblesse des moyens financiers des collectivités pour assumer leurs compétences légales reste problématique. Deux mesures sont venues aggraver la situation : d'une part, la réforme de la fiscalité locale, avec la suppression de la taxe professionnelle ; d'autre part, le gel de l'enveloppe des dotations de l'État aux collectivités annoncé en septembre 2010 pour les trois années à venir. Une nouvelle étape de la décentralisation est aujourd'hui nécessaire. Je pense notamment aux régions, dont les compétences doivent être clarifiées et les moyens

renforcés, avec l'instauration d'une ressource fiscale dédiée [1], afin qu'elles puissent continuer d'œuvrer au développement des territoires par la culture et l'éducation.

Parce que la culture nous invite à mieux penser ensemble, à réfléchir, à se comprendre, à apprendre, à retrouver le sens du collectif tout en favorisant l'émotion individuelle et intime, elle exige que la nouvelle majorité que nous appelons de nos vœux en 2012 s'engage, sans ambiguïté, dans la construction d'une République culturelle. Dans cette période décisive, j'ai voulu apporter ma contribution au débat. C'est l'objet des tribunes, des colloques, des réunions dans lesquels j'interviens. C'est aussi celui de ce *Petit Livre rouge de la culture*.

Cet ouvrage se nourrit autant de mes réflexions personnelles, des échanges avec mes

1. Depuis la réforme de la fiscalité locale, marquée par la suppression de la taxe professionnelle, les régions ont été quasiment privées de toute autonomie fiscale, dépendant essentiellement des dotations de l'État, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) dont les taux sont fixés au niveau national.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01ELKN000419.N001
Dépôt légal : janvier 2012

Extrait de la publication